

VISITE DE DEUX MINISTRES FRANÇAIS EN ALGÉRIE

Retour sur investissement ?

Deux ministres et non des moindres dans la hiérarchie gouvernementale française vont effectuer une visite en Algérie, ces jours-ci. D'abord celui de la Défense, Jean-Yves Le Drian, attendu dès aujourd'hui, lundi, puis Laurent Fabius, ministre des Affaires étrangères qui suivra les 8 et 9 juin prochain. Si rien n'est dit sur l'objet de ces visites, outre les raisons invoquées habituellement de «renforcement de liens de coopération» et autres lieux communs, ces visites répondent sans aucun doute à une conjoncture politique et sécuritaire dans la région africaine et sahélienne qui s'est emballée ces dernières semaines et qui fait, quoi que l'on puisse dire, qu'Alger devient incontournable. L'on relèvera, par ailleurs, que ces deux visiteurs français sont les premiers Occidentaux de ce rang, à rendre visite à l'Algérie suite au 4^e mandat de Bouteflika. C'est dire qu'entre Alger et Paris, la lune de miel se prolonge.

Le 17 mai, soit il y a seulement quelques jours, Paris organisait dans l'urgence un minisommet réunissant les chefs d'Etat du Nigeria, du Tchad, du Niger, du Cameroun et du Benin et en présence d'invités des Etats-Unis, du Royaume-Uni et de l'Union européenne. L'objet affiché de cette rencontre par le chef d'Etat français est la coordination de la lutte régionale contre l'organisation terroriste Boko Haram qui sévit au Nigeria et dont les derniers crimes ont consisté en l'enlèvement de plus de 200 jeunes Nigériennes. Pourquoi François Hollande a convoqué cette rencontre sur Boko Haram alors que ce pays n'était traditionnellement pas dans la zone d'influence française ?

Les Occidentaux et à leur tête le chef d'Etat français sont arrivés à la conclusion que cette organisation terroriste ne sévissait pas sur le seul territoire nigérian, qu'elle a placé ses tentacules y compris au Mali et que, affiliée à Al Qaïda, elle constitue une menace et risque d'attenter à ses intérêts dans toute la

région. Au final, les participants ont adopté un plan prévoyant la coordination du renseignement, l'échange d'informations, le «pilotage central des moyens», la surveillance des frontières et «une présence militaire autour du lac Tchad et une capacité d'intervention en cas de danger». C'est dire que mine de rien, ce minisommet a pris des engagements qui vont bien loin et qui permettront sans aucun doute de précipiter, entre autres, la mise en place par la France d'un accord de défense avec le Mali, pays dans lequel elle intervient déjà au moyen de la force SERVAL (2 500 militaires français) et qui prévoit en plus la mise en place d'une base militaire près de la frontière algéro-malienne.

La France a cependant appris à ses dépens que le seul accord avec le Mali n'a pas réglé les problèmes dans ce pays et la stabilité qu'elle disait rechercher dans la région est loin, très loin d'avoir été obtenue par ses interventions militaires, facilitées d'ailleurs par l'Algérie qui lui a accordé un droit de survol par ses avions de guerre de son territoire. Il faut donc

aller plus loin, avec d'autres partenaires et c'est à quoi s'attelle aujourd'hui le ministre français de la Défense qui a pris son bâton de pèlerin, sillonnant toute la région : après la Côte d'Ivoire, le Sénégal et la Mauritanie, il parcourt en ce moment le Congo et le Tchad. Alger est sa prochaine étape, parce qu'Alger, de l'avis des responsables africains eux-mêmes, est incontournable.

La France, qui selon certains observateurs est en train de réorganiser son dispositif militaire en Afrique «pour une conception régionale du contre-terrorisme» sait, plus que tout autre, que sans Alger, ce dispositif est voué à l'échec. Elle le sait plus encore depuis que le MAE algérien tente inlassablement de donner au pays la place qui lui revient du fait de sa dimension géographique et économique (de par la richesse de son sous-sol) dans la région et en raison notamment de l'expérience de ses services de défense dans cette lutte antiterroriste. C'est cette dernière d'ailleurs, qui explique le ballet diplomatique africain que connaît actuellement le pays qui reçoit de



Laurent Fabius et Jean-Yves Le Drian.

Photo : Samir Sid

nombreuses délégations qui viennent demander de bénéficier de l'expérience algérienne en matière de sécurité.

Paris ne désespère pas d'ailleurs de signer avec Alger un accord de coopération sécuritaire, comme elle compte d'ailleurs le faire avec le Tchad, le Niger et la Mauritanie.

Cet aspect va probablement être discuté, si ce n'est plus, lors de la visite de Le Drian. Toute la question est de savoir dans quel rapport de force ces discussions auront lieu et si l'Algérie fera valoir son poids dans ces discussions. La réponse tient naturellement aux concessions qu'ont pu faire les décideurs algériens au pouvoir de l'Hexagone dont le Président s'est, rappelons-le,

précipité à être le premier à féliciter le Président Bouteflika pour son quatrième mandat.

La visite de Laurent Fabius arrêtée pour les 8 et 9 juin prochain, ne consiste-t-elle pas une suite logique à cette concession et dont les bénéfices français ne pourraient pas se limiter aux seuls gains économiques, colossaux, certes, mais aussi géopolitiques, si l'Algérie laisse la France faire comme elle l'entend dans la région. Car il va sans dire que cette effervescence française a une finalité bien plus vaste que le seul problème de lutte antiterroriste. La France n'a pas, malgré le changement de régime, abandonné sa politique de la France-Afrique.

Khedidja Baba-Ahmed

47^e FOIRE D'ALGER

Les États-Unis renforcent leur présence en Algérie

Une centaine d'hommes d'affaires américains effectueront une visite de prospection dans le contexte de la 47^e Foire internationale d'Alger qui se déroulera du 28 mai au 2 juin 2014 au Palais des expositions – Pins-Maritimes à Alger.

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) - Une manifestation dont les Etats-Unis seront le pays hôte d'honneur, avec quelque 80 exposants sur 1 522 mètres au pavillon Saoura. En outre, le secrétaire à l'Energie américain, Ernest Moniz, est également attendu à cette manifestation.

C'est ce que l'ambassadeur des Etats-Unis à Alger, Henry S. Ensher, et le président du conseil d'affaires algéro-américain, Smaïl Chikhoune, ainsi que le président de la Chambre de commerce américaine en Algérie, Ali Azzouz, ont notamment indiqué hier lors d'une conférence de presse, animée en présence du secrétaire général du ministère du Commerce, Aïssa Zelmati. Outre le volet économique, la participation des Etats-Unis revêtera également un cachet culturel, mémoriel car dédié au parcours de l'Emir Abdelkader dont la ville de Kader (Etat de l'Iowa) porte le nom. Une forte participation de l'establishment économique américain a voulu démontrer, estime-t-on, l'intérêt, l'engagement confiant des Etats-Unis envers le marché algérien dont ils sont, au demeurant, le premier partenaire commercial et où ils entendent renforcer leur présence (70 entreprises américaines étant inscrites



Henry S. Ensher annonce la participation d'une centaine d'hommes d'affaires américains.

Photo : NewPress

en 2013 au Registre de commerce). Présents essentiellement en Algérie dans les secteurs énergétique et pharmaceutique, les Etats-Unis entendent, ce faisant, diversifier leurs engagements vers d'autres secteurs tels l'agroalimentaire, le transport, l'enseignement et la recherche. Mais aussi dans le domaine du bâtiment, dans la mesure où plusieurs matériaux de construction américains sont en voie de certification par le Centre national habilité.

Or, des secteurs où de réelles opportunités d'affaires et de partenariats existent, relèvent les conférenciers, en vue de diversifier la coopération économique et commerciale hors hydrocarbures.

Voire, permettre la conclusion d'un accord aérien Open Sky, une question qui n'est pas encore d'actualité selon le diplomate américain. Et ce, dans le contexte où

les Etats-Unis soutiennent l'approfondissement des réformes économiques, la mise en place d'un cadre réglementaire et d'une politique efficiente d'attractivité des

investissements directs étrangers ainsi que l'adhésion de l'Algérie à l'Organisation mondiale du commerce.

Par ailleurs, l'ambassadeur des Etats-Unis a réitéré l'engagement de son pays à renforcer leur coopération sécuritaire avec l'Algérie. Convaincu que «la sécurité est la base de toute activité économique», Henry Ensher a exprimé la confiance des Etats-Unis quant à «la capacité de l'Algérie à se sécuriser et aussi en sa capacité à assumer le rôle de leadership en aidant d'autres pays de la région à se sécuriser eux-mêmes». Une coopération qui implique un large éventail d'équipements et de systèmes, explicitera-t-il. A ce propos, l'ambassadeur américain a qualifié d'«assez étrange» la préoccupation «constante» des médias sur la vente d'un équipement spécifique (les drones).

C. B.

À propos de la 47^e FIA

Organisée par la Société algérienne des foires et exportations (Safex) et placée sous le slogan «Une Algérie forte et sereine», la 47^e Foire internationale d'Alger qui se déroulera du 28 mai au 2 juin 2014 au Palais des expositions – Pins-Maritimes verra la participation de 1 045 exposants nationaux et étrangers, sur une surface globale de plus de 48 000 m². En termes de participation étrangère, l'on note la représentation de 37 pays dont 27 sous pavillons officiels, avec 541 exposants, opérant notamment dans l'équipement industriel et les services, sur plus de 9 700 m², outre la participation individuelle de 51 firmes sur 1 666 m². Soit une participation totale de 592 exposants étrangers sur plus de 11 400 m², représentant 23,62% de l'exposition. Quant à la participation nationale, l'on indique la présence de 453 exposants, représentant les secteurs de la chimie-pétrochimie, l'équipement agricole et l'industrie notamment, sur 36 926 m², dont 182 dans le cadre du partenariat, soit une part de 76,38%. Notons que du 29 mai au 2 juin, les matinées professionnelles sont prévues de 11 h à 14h tandis que l'ouverture au grand public aura lieu de 14h à 19h.

C. B.